

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Cournoyer, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Nathalie Cournoyer

Date

2019-05-02

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Aux membres du conseil de la Ville de Trois-Rivières****Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **VILLE DE TROIS-RIVIÈRES** (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Finalement, nous attirons l'attention des lecteurs sur le fait que certaines informations financières incluses dans les états financiers consolidés, n'ont pas été auditées. Le lecteur pourra se référer aux deux tables des matières où elles sont identifiées.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés, exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de ses activités et d'appliquer le principe comptable de continuité des activités, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés, prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité des activités et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés, représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no : A111750

Trois-Rivières, Canada

DATE 2019-05-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	197 771 230	199 098 570	198 543 233
Compensations tenant lieu de taxes	2	13 684 337	13 158 404	13 032 580
Quotes-parts	3	1 552 637	994 957	1 406 321
Transferts	4	23 787 784	48 449 670	54 220 747
Services rendus	5	30 716 675	33 843 365	30 307 421
Imposition de droits	6	6 538 000	7 365 694	8 388 638
Amendes et pénalités	7	5 702 000	6 407 314	6 054 904
Revenus de placements de portefeuille	8	948 196	1 493 289	1 368 137
Autres revenus d'intérêts	9	2 289 191	2 659 111	2 424 629
Autres revenus	10	13 327 922	16 406 558	12 384 432
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			440 007
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	296 317 972	329 876 932	328 571 049
Charges				
Administration générale	14	31 295 748	29 746 712	30 373 071
Sécurité publique	15	47 144 203	49 442 100	45 777 575
Transport	16	61 470 568	64 181 232	61 155 900
Hygiène du milieu	17	52 001 055	57 044 473	51 952 496
Santé et bien-être	18	3 697 478	9 185 401	12 826 376
Aménagement, urbanisme et développement	19	18 796 110	19 731 379	15 265 272
Loisirs et culture	20	56 455 398	56 740 792	53 531 019
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	12 157 597	12 301 900	11 818 805
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	283 018 157	298 373 989	282 700 514
Excédent (déficit) de l'exercice	25	13 299 815	31 502 943	45 870 535
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		669 860 093	623 294 809
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		92 375	694 749
Solde redressé	28		669 952 468	623 989 558
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		701 455 411	669 860 093

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	67 661 351	67 107 989
Débiteurs (note 5)	2	126 700 054	119 641 151
Prêts (note 6)	3	2 443 997	2 295 066
Placements de portefeuille (note 7)	4	284 633	32 917
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	858 619	858 619
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>197 948 654</u>	<u>189 935 742</u>
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	11 940 000	6 891 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	64 039 039	58 104 628
Revenus reportés (note 12)	12	23 760 253	22 635 721
Dette à long terme (note 13)	13	394 532 098	389 538 097
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	12 457 000	13 210 000
	15	<u>506 728 390</u>	<u>490 379 446</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(308 779 736)</u>	<u>(300 443 704)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	989 095 787	947 209 057
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	15 881 870	18 134 545
Stocks de fournitures	19	3 392 143	3 168 311
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 865 347	1 791 884
	21	<u>1 010 235 147</u>	<u>970 303 797</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>701 455 411</u>	<u>669 860 093</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 299 815	31 502 943	45 870 535
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	91 785 158 ) (	94 049 276 ) (	83 933 625)
Produit de cession	3	480 000	993 093	623 254
Amortissement	4	42 062 174	50 752 053	47 661 719
(Gain) perte sur cession	5	(480 000)	(128 085)	449 095
Réduction de valeur / Reclassement	6		545 485	73 528
	7	(49 722 984)	(41 886 730)	(35 126 029)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		2 252 675	109 109
Variation des stocks de fournitures	9		(223 832)	(114 479)
Variation des autres actifs non financiers	10		(73 463)	(285 376)
	11		1 955 380	(290 746)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		92 375	(11 590)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(36 423 169)	(8 336 032)	10 442 170
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(300 443 704)	(310 885 874)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(300 443 704)	(310 885 874)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(308 779 736)	(300 443 704)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	31 502 943	45 870 535
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	50 752 053	47 661 719
Autres			
- Ville de Trois-Rivières	3	696 165	378 814
- Organismes du périmètre	4	(4 453)	612 629
	5	82 946 708	94 523 697
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(7 058 903)	(13 318 305)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	5 934 411	983 654
Revenus reportés	9	1 124 532	10 960 959
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(753 000)	4 485 000
Propriétés destinées à la revente	11	2 252 675	109 109
Stocks de fournitures	12	(223 832)	(114 479)
Autres actifs non financiers	13	(73 463)	(285 376)
	14	84 149 128	97 344 259
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(94 049 276)	(83 933 625)
Produit de cession	16	993 093	623 254
	17	(93 056 183)	(83 310 371)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(681 715)	(1 099 942)
Remboursement ou cession	19	349 131	854 045
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(250 000)	()
Cession	21		75 639
	22	(582 584)	(170 258)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	74 765 383	70 775 495
Remboursement de la dette à long terme	24	(69 725 651)	(72 826 714)
Variation nette des emprunts temporaires	25	5 049 000	(1 942 038)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(45 731)	64 659
Autres			
-	27		
-	28		
	29	10 043 001	(3 928 598)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	553 362	9 935 032
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	67 107 989	57 172 957
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	67 107 989	57 172 957
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	67 661 351	67 107 989

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

VILLE DE TROIS-RIVIÈRES, personne morale de droit public légalement constituée suivant la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) en vertu du décret 851-2001 pris par le gouvernement du Québec le 4 juillet 2001 et qui fut publié aux pages 4850 et suivantes de la Partie 2 de l'édition du 12 juillet 2001 de la Gazette officielle du Québec (133e année, no 28A), ayant son siège au 1325 de la place de l'Hôtel-de-Ville, C.P. 368, à Trois-Rivières (Québec), G9A 5H3; succède aux droits, charges et obligations des anciennes Villes de Cap-de-la-Madeleine, Sainte-Marthe-du-Cap, Saint-Louis-de-France, Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest et de l'ancienne Municipalité de Pointe-du-Lac en vertu du premier alinéa de l'article 91 de ce décret.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne du partenariat auquel elle participe.

Le périmètre comptable de la Ville de Trois-Rivières comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

Partenariat :

- Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie; 54 %

Organismes contrôlés :

- Société de transport de Trois-Rivières; 100 %
 - Corporation de développement culturel de Trois-Rivières; 100 %
 - Corporation pour le développement de l'île St-Quentin; 100 %
 - Innovation et développement économique Trois-Rivières; 100 %
 - Fondation Trois-Rivières pour un développement durable; 100 %
 - Corporation des événements de Trois-Rivières inc. 100 %

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, le passif au titre des sites contaminés, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constataion des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes afférentes aux modifications du rôle d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût déduction faite de toute provision pour moins-value.

b) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile respective, selon les périodes suivantes :

Infrastructures :	de 10 à 40 ans
Bâtiments :	de 5 à 40 ans
Véhicules :	de 3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	de 3 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipements :	de 3 à 20 ans
Améliorations locatives :	15 ans
Autres :	de 1 à 5 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville, des organismes et des partenaires de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise n'est comptabilisée.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie**Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture**

La Régie comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des lieux enfouissement technique (LET) qu'elle exploite. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

a) Passif au titre des activités de fermeture du LET de Saint-Étienne-des-Grès

La Régie a procédé à la création d'un fonds de fermeture du site d'enfouissement au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1995. Le montant transféré est basé sur le tonnage d'enfouissement réel de l'exercice auquel est appliqué un taux de 2,50 \$ par tonne métrique basé sur les expériences passées. En 2018, une somme de 408 407 \$ (2017 - 361 001 \$) a été comptabilisée en augmentation du passif, et ce, à même les activités financières.

Au cours de l'exercice, des dépenses de 583 843 \$ ont été imputées à ce passif (2017 - 224 091 \$).

b) Passif au titre des activités de postfermeture du LET de Saint-Étienne-des-Grès

La Régie a procédé à la création d'un fonds de postfermeture du site d'enfouissement au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1997. Le montant transféré est basé sur le tonnage d'enfouissement réel de l'exercice auquel est appliqué un taux de 2,50 \$ par tonne métrique basé sur les expériences passées. En 2018, une somme de 408 407 \$ (2017 - 270 751 \$) a été comptabilisée en augmentation du passif, et ce, à même les activités financières.

c) Passif au titre des activités de fermeture du LET de Champlain

À la suite de la signature du contrat de service pour l'élimination de matières résiduelles au LET de Champlain, contrat donnant droit à Services Matrec inc. d'utiliser la capacité d'enfouissement du LET, les obligations relatives à la fermeture du LET ont été transférées à Services Matrec inc., et ce, à partir du 1er mars 2014. La Régie n'a

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

donc plus à comptabiliser une augmentation du passif à partir de cette date.

d) Passif au titre des activités de postfermeture du LET de Champlain

En 2018, la Régie a comptabilisé une somme de 369 631 \$ (2017 - 389 100 \$) à titre de passif, et ce, à même les activités financières. Le montant transféré est basé sur la valeur actualisée du coût prévu pour les activités de postfermeture du LET.

Le montant transféré est basé sur une estimation du nombre de mètres cubes enfouis auquel est appliqué un taux de 3,81 \$ par mètre cube. La somme excédentaire versée une année pourra réduire d'autant la provision de l'année subséquente. De ce passif, la Régie a versé un montant de 369 631 \$ (2017 - 389 100 \$) à la fiducie gérant le fonds de gestion postfermeture pour le LET de Champlain.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville et certains organismes contrôlés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par certains organismes contrôlés sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (<< la Loi >>). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur liée au marché (valeur lissée sur une période de trois années pour le Régime de rentes des employés de la Société de transport de Trois-Rivières et valeur lissée de l'actif sur une période de cinq années pour les autres régimes).

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent principalement le solde du financement à long terme pour les activités de fonctionnement, déduction faite de la part assumée par des tiers.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de CPA Canada - Comptabilité:

SP 2200 Information relative aux apparentés et SP 3420 Opérations interentités
Ces nouveaux chapitres définissent la notion d'apparentés et comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable.

SP 3210 Actifs

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les grandes catégories d'actifs non constatés.

SP 3320 Actifs éventuels

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

SP 3380 Droits contractuels

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière de la Ville. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

présentées dans les notes complémentaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 28 073 979	41 679 083
Découvert bancaire	2 (1 514 424)	(1 149 035)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 41 101 796	26 577 941
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 67 661 351	67 107 989
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 7 538 220	7 185 192
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 24 331 500	28 736 880
Note		
Les placements à court terme portent intérêt aux taux variant entre 1,60 % et 2,45 %.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 14 518 723	14 422 892
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 31 391	795
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 78 731 396	69 797 230
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 19 091 905	18 889 245
Organismes municipaux	15 1 541 457	2 146 971
Autres		
- Administration municipale	16 11 298 256	13 339 185
- Organismes du périmètre	17 1 486 926	1 044 833
	18 126 700 054	119 641 151
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 62 620 472	58 718 750
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21 561 875	269 526
	22 63 182 347	58 988 276
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 3 805 935	4 042 049
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24 531 738	531 738
Prêts à un fonds d'investissement	25 1 908 259	1 759 328
Autres		
- Administration municipale	26 3 000	3 000
- Organismes du périmètre	27 1 000	1 000
	28 2 443 997	2 295 066
Provision pour moins-value déduite des prêts	29 201 802	19 865
Note		
Les prêts FLI portent intérêt à des taux variant de 3,5 % à 12,5 % et viennent à échéance		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

entre mars 2019 et avril 2028.

Les prêts FLS portent intérêts à des taux variant de 6,5 % à 12 % et viennent à échéance entre janvier 2020 et avril 2028.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	34 633	32 917
Autres placements	31	250 000	
	32	284 633	32 917
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(1 041 000)	(2 071 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(11 416 000)	(11 139 000)
	37	<u>(12 457 000)</u>	<u>(13 210 000)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	7 836 000	11 377 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	478 000	439 000
Régimes à cotisations déterminées	40	76 685	75 013
Autres régimes (REER et autres)	41	330 553	345 980
Régimes de retraite des élus municipaux	42	242 948	246 236
	43	<u>8 964 186</u>	<u>12 483 229</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville a effectué un emprunt temporaire de 9 610 000 \$ pour des dépenses en lien avec des règlements d'emprunt. Cet emprunt est effectif pour la période du 4 décembre 2018 au 28 février 2019 et porte intérêt au taux de 2,391 % l'an.

Les organismes contrôlés disposent des crédits bancaires, d'un montant autorisé de 7 830 000 \$, portant intérêt entre le taux préférentiel minoré de 0,25 % et le taux préférentiel majoré de 2 %.

Le solde des emprunts temporaires des organismes contrôlés est de 2 330 000 \$, pour un total consolidé de 11 940 000 \$.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	12 820 803	12 823 786
Salaires et avantages sociaux	48	19 640 308	18 456 548
Dépôts et retenues de garantie	49	9 275 790	8 605 781
Provision pour contestations d'évaluation	50	2 800 000	572 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	2 242 716	2 116 913
Assainissement des sites contaminés	52	175 310	790 520
Autres			
- Fournisseurs - immobilisations	53	9 484 911	7 470 754
- Intérêts dette long terme	54	2 052 716	2 166 561
- Administration municipale	55	3 116 680	3 507 560
- Organismes du périmètre	56	2 429 805	1 594 205
-	57		
	58	64 039 039	58 104 628

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	286 830	238 708
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	900 063	631 314
Fonds de développement des territoires	61	218 931	40 992
Fonds parcs et terrains de jeux	62	636 962	678 200
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65	493 105	443 214
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Administration municipale	68	321 916	361 681
- Revenus de transferts	69	13 558 543	14 172 655
- Organismes du périmètre	70	7 343 903	6 068 957
-	71		
	72	23 760 253	22 635 721

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt	Échéance				
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	5,00	2019	2043	73	392 518 437	387 628 128
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2019	2022	77	3 416 728	3 450 467
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,25				79	55 438	58 448
Autres	2,95	5,00	2019	2028	80	1 197 515	1 011 343
					81	397 188 118	392 148 386
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(2 656 020)	(2 610 289)
					83	394 532 098	389 538 097

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2019	84	92	46 004 305	100	3 011	109	341 608	117	46 348 924
2020	85	93	41 560 115	101	3 204	110	254 415	118	41 817 734
2021	86	94	38 038 355	102	3 410	111	285 067	119	38 326 832
2022	87	95	38 046 124	103	3 630	112	3 364 169	120	41 413 923
2023	88	96	33 260 093	104	3 863	113	8 984	121	33 272 940
2024 et +	89	97	195 609 445	105	38 320	114	360 000	122	196 007 765
	90	98	392 518 437	106	55 438	115	4 614 243	123	397 188 118
Intérêts et frais accessoires				107	()			124	()
	91	99	392 518 437	108	55 438	116	4 614 243	125	397 188 118

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(308 779 736)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(308 779 736)
		(300 443 704)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	261 209 015	158	15 188 380	185	(406 237)	212	276 803 632
Eaux usées	131	335 878 190	159	15 977 483	186	(136 308)	213	351 991 981
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	326 331 748	160	15 382 429	187	566 088	214	341 148 089
Autres	133	247 870 213	161	9 181 175	188	231 204	215	256 820 184
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	250 293 931	163	9 155 970	190	(2 569 927)	217	262 019 828
Améliorations locatives	136	947 467	164	8 144	191	10 698	218	944 913
Véhicules	137	57 467 796	165	3 809 904	192	2 057 590	219	59 220 110
Ameublement et équipement de bureau	138	28 628 967	166	3 058 135	193	837 870	220	30 849 232
Machinerie, outillage et équipement divers	139	36 662 510	167	4 223 570	194	1 544 203	221	39 341 877
Terrains	140	31 412 395	168	1 430 519	195	582 860	222	32 260 054
Autres	141	9 394 475	169		196	(23 723)	223	9 418 198
	142	<u>1 586 096 707</u>	170	<u>77 415 709</u>	197	<u>2 694 318</u>	224	<u>1 660 818 098</u>
Immobilisations en cours	143	<u>25 611 693</u>	171	<u>16 633 567</u>	198	<u>2 701 932</u>	225	<u>39 543 328</u>
	144	<u>1 611 708 400</u>	172	<u>94 049 276</u>	199	<u>5 396 250</u>	226	<u>1 700 361 426</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	90 939 924	173	6 722 290	200		227	97 662 214
Eaux usées	146	160 848 731	174	8 494 085	201		228	169 342 816
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	154 350 975	175	11 494 035	202		229	165 845 010
Autres	148	97 321 114	176	8 604 816	203		230	105 925 930
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	83 632 372	178	6 324 728	205	106 250	232	89 850 850
Améliorations locatives	151	878 371	179	17 566	206	10 699	233	885 238
Véhicules	152	29 711 369	180	3 678 620	207	2 140 602	234	31 249 387
Ameublement et équipement de bureau	153	19 448 931	181	2 235 204	208	833 140	235	20 850 995
Machinerie, outillage et équipement divers	154	19 534 043	182	2 524 457	209	895 066	236	21 163 434
Autres	155	7 833 513	183	656 252	210		237	8 489 765
	156	<u>664 499 343</u>	184	<u>50 752 053</u>	211	<u>3 985 757</u>	238	<u>711 265 639</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>947 209 057</u>					239	<u>989 095 787</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	75 000	243		245		247	75 000
Amortissement cumulé	241	(57 306)	244	(3 539)	246	()	248	(60 845)
Valeur comptable nette	242	<u>17 694</u>					249	<u>14 155</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	4 900 142	7 079 308
Immeubles industriels municipaux	251	10 803 630	10 849 431
Autres	252	178 098	205 806
	253	15 881 870	18 134 545
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	15 881 870	18 134 545

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
-	256	687 851	627 923
-	257		
-	258		
Autres			
- Administration municipale	259	226 931	297 591
- Organismes du périmètre	260	950 565	866 370
	261	1 865 347	1 791 884

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville, les organismes contrôlés et le partenariat auquel elle participe se sont engagés pour les années futures pour une somme globale de 130,5 M\$. Ces engagements concernent principalement le déneigement de rues, l'enfouissement, la cueillette et le transport des ordures et des matières recyclables, la location d'installations sportives, la fourniture et la livraison de carburant, le service de répartition 911 ainsi que la gestion du développement économique et touristique. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes :

(en millions de dollars)

	Ville de Trois-Rivières	Organismes contrôlés	Transactions inter	Total
2019 :	48,8	6,7	(17,0)	38,5
2020 :	36,8	3,5	(11,1)	29,2
2021 :	29,0	3,5	(10,4)	22,1
2022 :	23,3	3,1	(10,4)	16,0
2023 :	16,9	3,1	(10,4)	9,6
Suivantes :	11,9	3,2	-	15,1
	166,7	23,1	(59,3)	130,5

De plus, la Ville a adopté par résolution le versement de subventions au montant total de 59 816 228 \$, payable pour les années futures s'étalant de 2019 à 2039.

De ce montant, 37 358 800 \$ sont relatifs à une aide afin de permettre l'exploitation d'un centre des congrès rénové, modernisé et agrandi. Les versements mensuels ont débuté en 2018 et vont s'échelonner sur une période de 20 ans.

La Ville s'est également engagée envers l'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

19. Droits contractuels

Des organismes contrôlés possèdent des baux ou ententes ayant des termes jusqu'en 2026. Ces accords concernent principalement la location d'espace bureau et industriel, des commandites et location d'une salle de spectacle. Les revenus avec engagements pour les prochains exercices sont les suivants:

(en millions de dollars)

2019 :	1,8
2020 :	1,6
2021 :	1,5
2022 :	1,4
2023 :	1,1
Suivantes :	0,1
	7,5

20. Passifs éventuels

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné en 2018, un emprunt de 95 000 \$ pour le « Festival international de danse encore ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 31 mai 2020.

La Ville a cautionné en 2018, un emprunt de 95 000 \$ pour « Trois-Rivières en blues inc. ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 18 février 2021.

La Ville a cautionné en 2012, un emprunt de 500 000 \$ pour le « Regroupement des bingos de T.R. inc. » solidairement, et ce, pour une période de 10 ans. Le solde de la caution au 31 décembre 2018 est de 186 134 \$.

La Ville a cautionné en 2017, un emprunt de 300 000 \$ contracté pour le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec, et ce, jusqu'en juillet 2019.

La Ville a cautionné en 2015, un emprunt de 320 000 \$ contracté par « Pavillon St-Arnaud inc. », de façon indivisible et solidaire avec cet organisme, et ce, jusqu'en 2021. Le solde de la caution au 31 décembre 2018 est de 162 024 \$.

La Ville a cautionné en 2016, un emprunt de 350 000 \$ contracté par « GP3R inc. », et ce, pour une période de 5 ans.

La Ville a cautionné en 2018, un emprunt de 4 250 000 \$ contracté par « La société protectrice des animaux de la Mauricie inc. », et ce, jusqu'en juin 2038. Le solde de la caution au 31 décembre 2018 est de 2 000 000 \$.

La Ville a cautionné en 2018, un emprunt de 33 333 \$ contracté par « La classique internationale de canots de la Mauricie inc. », et ce, jusqu'en novembre 2019.

À titre informatif, ci-après les cautions de la Ville envers des organismes du périmètre comptable

La Ville a cautionné en 2015, un emprunt de 1 200 000 \$ pour « Corporation des événements de Trois-Rivières inc. » solidairement, et ce, pour une période de 5 ans. Le solde de la caution au 31 décembre 2018 est de 316 306 \$.

La Ville a cautionné en 2016, un emprunt de 3 333 000 \$ contracté par « Innovation et développement économique Trois-Rivières », et ce, pour une période de 25 ans. Le solde de la caution au 31 décembre 2018 est de 3 333 000 \$.

La Ville a cautionné en 2016, un emprunt de 8 590 000 \$ contracté par « Innovation et développement économique Trois-Rivières », et ce, pour une période de 25 ans. Le solde de la caution au 31 décembre 2018 est de 7 534 444 \$.

La Ville a cautionné en 2016, un emprunt de 2 700 000 \$ contracté par « Innovation et développement économique Trois-Rivières », et ce, pour une période de 25 ans. Le solde de la caution au 31 décembre 2018 est de 2 681 861 \$.

Il est impossible d'évaluer les déboursés nets que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut de ces organismes. Tout paiement net (après réalisation des garanties) que la Ville devra alors effectuer sera passé en charge dans l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chaque risque qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville.

En ce qui concerne la responsabilité civile, la Ville détient une assurance dont la franchise est de 1 000 000 \$ par année de contrat d'assurance. Pour les réclamations inférieures à cette franchise, la Ville assume elle-même les paiements à même une réserve financière constituée à cette fin. Les réclamations présentement en cours sont estimées à 25 970 \$. Il n'est pas possible présentement d'évaluer le dénouement de ces réclamations et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Ces sommes n'ont donc pas été comptabilisées.

c) Poursuites

La Ville fait face présentement à diverses poursuites. Les principales poursuites sont les suivantes :

- Poursuite judiciaire intentée suite à un incendie survenu en 2012 au montant de 1 187 393 \$;
 - Poursuite judiciaire intentée en 2015 relativement à un contrat au montant de 668 278 \$;
 - Poursuite judiciaire intentée à la suite d'une chute pour un montant de 151 000 \$.
 - Poursuite judiciaire intentée en 2017 relativement à un contrat au montant de 1 147 639 \$.
 - Poursuite judiciaire intentée en 2018 relativement à un contrat au montant de 1 255 484 \$.
 - Poursuite judiciaire intentée en 2018 relativement à des sols contaminés au montant de 264 344 \$.
 - Poursuite judiciaire intentée concernant le refus de l'émission d'un permis de construction au montant de 7 500 000 \$.

 - La Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie est partie à des litiges et à des réclamations dans le cours normal de ses affaires. La direction est d'avis que tout règlement éventuel n'aurait pas d'effet important sur la situation financière de la Régie.
- Il est présentement impossible d'évaluer précisément le dénouement de ces litiges et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Tout règlement au titre de ces poursuites sera passé en charge dans l'exercice alors en cours, à même la réserve financière d'autoassurance lorsqu'en matière de responsabilité civile ou à même l'excédent affecté aux éventualités.

d) Autres

La Ville fait également face à divers griefs. S'il y a lieu, les coûts encourus pour ceux-ci sont inscrits en charge l'année du dénouement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

	Page S7 état des résultats	Page S9 variation des actifs nets
--	----------------------------------	---

Ville - 2018

Ajust. subventions à recevoir	58 300	58 300
FDR montant reçus de tiers	34 079	34 079
Arrondissement	<u>(1)</u>	<u>(1)</u>
	<u>92 378</u>	<u>92 378</u>

Organismes - 2018

Arrondissement	<u>(3)</u>	<u>(3)</u>
	<u>(3)</u>	<u>(3)</u>

TOTAL CONSOLIDÉ 2018

	<u>92 375</u>	<u>92 375</u>
--	----------------------	----------------------

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés et partenaires, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25. Renseignements complémentaires à l'état des flux de trésorerie

Les intérêts gagnés au cours de l'exercice s'élèvent à 4 152 400 \$.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 10 714 674 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018		Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	198 521 469	198 186 107	199 360 383			198 846 710
Compensations tenant lieu de taxes	2	13 255 608	13 903 008	13 387 115			13 158 404
Quotes-parts	3					12 991 263	994 957
Transferts	4	18 083 314	8 525 616	14 005 624		8 062 420	20 710 776
Services rendus	5	19 888 250	20 085 020	22 936 970		36 437 838	33 843 365
Imposition de droits	6	7 887 711	6 538 000	7 365 694			7 365 694
Amendes et pénalités	7	6 054 904	5 702 000	6 396 997		10 317	6 407 314
Revenus de placements de portefeuille	8	1 317 591	937 600	1 493 289			1 493 289
Autres revenus d'intérêts	9	2 330 046	2 215 000	2 423 143		235 968	2 659 111
Autres revenus	10	1 736 761	1 363 349	4 422 528		1 701 281	6 123 809
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	269 075 654	257 455 700	271 791 743		59 439 087	291 603 429
Investissement							
Taxes	13	485 474		251 860			251 860
Quotes-parts	14						
Transferts	15	23 555 103	10 381 767	25 798 308		1 940 586	27 738 894
Imposition de droits	16	500 927					
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	9 569 160	10 050 000	8 231 145			8 231 145
Autres	18	579 936		2 051 604			2 051 604
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	34 690 600	20 431 767	36 332 917		1 940 586	38 273 503
	21	303 766 254	277 887 467	308 124 660		61 379 673	329 876 932
Charges							
Administration générale	22	28 838 164	29 746 023	28 066 645	1 680 067		29 746 712
Sécurité publique	23	43 852 898	45 231 080	47 332 195	2 118 169		49 442 100
Transport	24	37 079 027	37 265 980	37 740 282	15 992 447	16 890 099	64 181 232
Hygiène du milieu	25	30 742 517	34 118 027	32 561 885	16 026 319	15 668 597	57 044 473
Santé et bien-être	26	12 841 376	3 697 478	9 200 401			9 185 401
Aménagement, urbanisme et développement	27	14 354 521	15 053 202	16 235 249	886 451	8 230 050	19 731 379
Loisirs et culture	28	45 485 338	47 420 871	48 349 228	8 176 822	20 544 584	56 740 792
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	10 289 084	10 474 179	10 362 780		1 939 120	12 301 900
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	42 062 174	42 062 174	44 880 275	(44 880 275)		
	33	265 545 099	265 069 014	274 728 940		63 272 450	298 373 989
Excédent (déficit) de l'exercice	34	38 221 155	12 818 453	33 395 720		(1 892 777)	31 502 943

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalizations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	38 221 155	12 818 453	33 395 720	(1 892 777)	31 502 943
Moins: revenus d'investissement	2	(34 690 600)	(20 431 767)	(36 332 917)	(1 940 586)	(38 273 503)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 530 555	(7 613 314)	(2 937 197)	(3 833 363)	(6 770 560)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	42 062 174	42 062 174	44 880 275	5 871 778	50 752 053
Produit de cession	5	610 288		969 285	23 808	993 093
(Gain) perte sur cession	6	403 002		(123 636)	(4 449)	(128 085)
Réduction de valeur / Reclassement	7	73 528		545 485		545 485
	8	43 148 992	42 062 174	46 271 409	5 891 137	52 162 546
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	1 166 222		2 798 159		2 798 159
Réduction de valeur / Reclassement	10	(73 528)		(545 485)		(545 485)
	11	1 092 694		2 252 674		2 252 674
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	625 691		349 131		349 131
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	73 639		181 937		181 937
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	699 330		531 068		531 068
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	70 000		280 000	989 992	1 269 992
Remboursement de la dette à long terme	17	(35 382 504)	(33 339 560)	(32 792 414)	(5 230 166)	(38 022 580)
	18	(35 312 504)	(33 339 560)	(32 512 414)	(4 240 174)	(36 752 588)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(7 297 631)	(2 248 000)	(4 127 825)	(1 853 477)	(5 981 302)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	50 000		250 000	408 352	658 352
Excédent de fonctionnement affecté	21	5 281 203	3 844 300	2 852 723	275 809	3 128 532
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 346 596)	(2 705 600)	(2 977 544)	121 931	(2 855 613)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				931	931
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(4 313 024)	(1 109 300)	(4 002 646)	(1 046 454)	(5 049 100)
	26	5 315 488	7 613 314	12 540 091	604 509	13 144 600
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	8 846 043		9 602 894	(3 228 854)	6 374 040

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017		Réalizations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	34 690 600	36 332 917	1 940 586	38 273 503
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(1 075 348)	(711 399)	()	(711 399)
Sécurité publique	3	(1 533 927)	(2 542 557)	()	(2 542 557)
Transport	4	(25 099 191)	(23 169 591)	(4 461 909)	(27 631 500)
Hygiène du milieu	5	(36 044 426)	(28 688 569)	(3 758 659)	(32 447 228)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 626 453)	(495 703)	(6 557 100)	(7 052 803)
Loisirs et culture	8	(9 269 425)	(22 774 793)	(888 996)	(23 663 789)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(74 648 770)	(78 382 612)	(15 666 664)	(94 049 276)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(983 585)	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(430 000)	(680 000)	(1 715)	(681 715)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	32 766 700	30 284 800	7 471 912	37 756 712
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	7 297 631	4 127 825	1 853 477	5 981 302
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	800 000	2 000 000		2 000 000
Excédent de fonctionnement affecté	16	3 299 533	2 793 200		2 793 200
Réserves financières et fonds réservés	17	2 967 924	3 145 000	(433 052)	2 711 948
	18	14 365 088	12 066 025	1 420 425	13 486 450
	19	(28 930 567)	(36 711 787)	(6 776 042)	(43 487 829)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	5 760 033	(378 870)	(4 835 456)	(5 214 326)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2017</u>	<u>Administration</u>	<u>2018</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	51 904 727	57 126 701	10 534 650	67 661 351
Débiteurs (note 5)	2	104 039 150	111 109 983	19 315 001	126 700 054
Prêts (note 6)	3	2 294 066	2 442 997	1 000	2 443 997
Placements de portefeuille (note 7)	4			284 633	284 633
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			858 619	858 619
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	158 237 943	170 679 681	30 993 903	197 948 654
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	6 891 000	9 610 000	2 330 000	11 940 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	51 010 572	55 706 078	12 041 714	64 039 039
Revenus reportés (note 12)	12	16 162 161	16 416 350	7 360 080	23 760 253
Dette à long terme (note 13)	13	334 568 937	336 606 476	57 925 622	394 532 098
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	13 064 000	12 333 000	124 000	12 457 000
	15	421 696 670	430 671 904	79 781 416	506 728 390
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(263 458 727)	(259 992 223)	(48 787 513)	(308 779 736)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	860 229 785	892 340 988	96 754 799	989 095 787
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	18 134 545	15 881 870		15 881 870
Stocks de fournitures	19	2 783 634	2 957 432	434 711	3 392 143
Autres actifs non financiers (note 17)	20	925 514	914 782	950 565	1 865 347
	21	882 073 478	912 095 072	98 140 075	1 010 235 147
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	11 905 939	11 502 086	4 688 961	16 191 047
Excédent de fonctionnement affecté	23	14 720 965	16 747 981	962 272	17 710 253
Réserves financières et fonds réservés	24	7 130 206	7 538 220	368 300	7 906 520
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(5 027 955)	(4 113 423)	(22 993)	(4 136 416)
Financement des investissements en cours	26	(7 558 093)	(8 394 547)	(5 917 961)	(14 312 508)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	597 443 689	628 822 532	49 273 983	678 096 515
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	618 614 751	652 102 849	49 352 562	701 455 411

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	78 957 132	78 851 425	97 345 969	92 602 297
Charges sociales	2	19 329 006	18 946 922	23 054 772	22 108 945
Biens et services	3	92 328 934	91 581 078	86 350 757	85 050 008
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	10 044 179	10 060 948	10 060 948	9 944 704
D'autres organismes municipaux Du gouvernement du Québec et ses entreprises	5			1 515 966	1 350 386
D'autres tiers	6				
Autres frais de financement	7				
	8	430 000	301 832	724 986	523 715
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	7 512 902	7 857 743		
Transferts	10				
Autres	11			211 815	243 307
Autres organismes					
Transferts	12	9 249 967	18 232 119	17 274 537	19 545 088
Autres	13		1 050	1 038 378	476 623
Amortissement des immobilisations	14	42 062 174	44 880 275	50 752 053	47 661 719
Autres					
-	15	5 154 720	4 015 548	10 043 808	3 193 722
-	16				
-	17				
	18	265 069 014	274 728 940	298 373 989	282 700 514

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	142 199	157 254
Autres revenus	3	25 042	11 475
	4	167 241	168 729
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	(686)	40 846
Variation de la provision pour moins-value	6	106 437	(40 846)
	7	105 751	
Autres charges	8		
	9	105 751	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	61 490	168 729

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	1 470 469	1 348 434
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13	35 702	30 880
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	1 573 394	1 532 324
Provision pour moins-value	15	(126 302)	(19 865)
	16	1 447 092	1 512 459
	17	2 953 263	2 891 773
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20	3 337 890	3 337 890
	21	3 337 890	3 337 890
Solde du Fonds local d'investissement	22	(384 627)	(446 117)

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	1 470 469	1 300 934
Supportant les engagements de prêts	24		47 500
Supportant les garanties de prêts	25		
	26	1 470 469	1 348 434

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts FLI portent intérêt à des taux variant de 3,5 % à 12,5 % et viennent à échéance entre mars 2019 et avril 2028. Les remboursements prévus au cours des 5 prochaines années sont :

2019 :	314 783 \$
2020 :	300 597 \$
2021 :	251 990 \$
2022 :	206 645 \$
2023 :	284 422 \$

La provision pour prêts douteux représente 126 302 \$. La valeur comptable des prêts dépréciés totalise 1 447 092 \$. Aucun prêt n'a été radié en 2018.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note sur la dette à long terme

La dette à long terme est constituée d'un prêt du gouvernement du Québec sans intérêt et sans remboursement avant le 1er juin 2020.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Aucune

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

Le poste des autres revenus correspond aux intérêts générés par le fonds pour l'année 2018.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	33 945	15 399
Autres revenus	3	1 171	84 252
	4	35 116	99 651
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	75 500	
	7	75 500	
Intérêts sur la dette à long terme	8	7 445	2 100
Autres charges	9		
	10	82 945	2 100
Excédent (déficit) de l'exercice	11	(47 829)	97 551

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	113 932	97 948
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	8 738	4 372
Prêts aux entreprises	15	536 667	246 869
Provision pour moins-value	16	(75 500)	()
	17	461 167	246 869
	18	583 837	349 189
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	3 284	807
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	360 000	80 000
	22	363 284	80 807
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	220 553	268 382
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25	220 553	268 382

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26	113 932	50 448
Supportant les engagements de prêts	27		47 500
	28	113 932	97 948

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts FLS portent intérêts à des taux variant de 6,5 % à 12 % et viennent à échéance entre janvier 2020 et avril 2028. Les remboursements prévus au cours des 5 prochaines années sont :

2019 :	84 153 \$
2020 :	93 384 \$
2021 :	92 280 \$
2022 :	85 634 \$
2023 ;	78 128 \$

La provision pour prêts douteux représente 75 500 \$. La valeur comptable des prêts

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

dépréciés totalise 461 167 \$. Aucun prêt n'a été radié en 2018.

Note sur la dette à long terme

Emprunt aux taux de 3,5 % à 4 %, intérêts payables trimestriellement et sans modalité de remboursement définie.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Aucune

Note sur les autres revenus et les autres charges

Le poste des autres revenus correspond principalement à la participation d'un partenaire.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire	
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14

	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice	17
---	-----------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32
---	-----------

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	16 191 047	18 484 378
Excédent de fonctionnement affecté	2	17 710 253	17 706 774
Réserves financières et fonds réservés	3	7 906 520	7 187 385
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(4 136 416)	(5 071 181)
Financement des investissements en cours	5	(14 312 508)	(8 640 601)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	678 096 515	640 193 338
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	701 455 411	669 860 093
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	11 502 086	11 905 939
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	4 688 961	6 578 439
	11	16 191 047	18 484 378
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Litiges et éventualités	12	3 637 135	5 273 000
- Remboursement de la dette	13	1 695 201	3 271 971
- Élections	14	595 000	595 000
- Étangs aérés	15	4 593 348	1 540 709
- Subv construction résidentiell	16	159 600	159 600
- Déneigement	17	1 397 000	1 272 000
- Église St-James	18	460 344	460 344
- Redével premiers quartiers	19	669 538	442 609
- Autres	20	3 540 815	1 705 732
	21	16 747 981	14 720 965
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- S.T.T.R.	22		275 809
- R.G.M.R.M.	23		2 160 000
- C.D.C.T.R / C.É.T.R.	24	962 272	550 000
	25	962 272	2 985 809
	26	17 710 253	17 706 774
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Fonds d'auto-assurance	27	1 702 583	1 558 923
- Parc portuaire	28	2 047 241	2 010 647
- Développement social	29	40 983	36 465
- Sécurité routière	30	305 723	25 015
-	31		
	32	4 096 530	3 631 050
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	117 801	184 754
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	723 645	851 049
Organismes contrôlés et partenariats	40	3 357	2 211
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43	1 506 171	1 379 314
Fonds local de solidarité	44	119 386	101 513
Autres			
- Administration municipale	45	974 687	982 526
- Organismes du périmètre	46	364 943	54 968
	47	3 809 990	3 556 335
	48	7 906 520	7 187 385

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 () ()	()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres		
-	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 () ()	()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (10 278) ()	(20 545)
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres		
-	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 (10 278) ()	(20 545)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (16 136) ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (3 697 890) ()	(3 417 890)
Autres		
- Administration municipale	72 (2 323 793) ()	(3 369 393)
- Organismes du périmètre	73 (12 715) ()	(22 681)
	74 (6 050 534) ()	(6 809 964)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 16 136	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77 1 908 260	1 759 328
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 1 924 396	1 759 328
	81 (4 136 416) ()	(5 071 181)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 618 040	1 849 103
Investissements à financer	83 (15 930 548 ) (	10 489 704)
	84 (14 312 508)	(8 640 601)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 989 095 787	947 209 057
Propriétés destinées à la revente	86 15 881 870	18 134 545
Prêts	87 2 443 997	2 295 066
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 34 633	32 917
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89 858 619	858 619
	90 1 008 314 906	968 530 204
Ajustements aux éléments d'actif	91 (133)	
	92 1 008 314 773	968 530 204
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (394 532 098 ) (	389 538 097)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (2 656 020 ) (	2 610 289)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 56 803 089	51 969 655
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 12 134 631	13 660 793
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (328 250 398 ) (	326 517 938)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (1 967 860 ) (	1 818 928)
	100 (330 218 258 ) (	328 336 866)
	101 678 096 515	640 193 338

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parraine deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des cadres, des cols blancs, des cols bleus et des pompiers de la Ville de Trois-Rivières et le Régime de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Trois-Rivières. De plus, la Société de transport de Trois-Rivières parraine un régime de retraite à prestations déterminées qui doit également être consolidé aux états financiers de la Ville de Trois-Rivières, soit le Régime de rentes pour les employés de la Société de transport de Trois-Rivières. Ces régimes de retraite sont contributifs et prévoient des prestations basées sur le salaire de chaque année durant la participation active ou sur la moyenne des salaires à la retraite.

La dernière évaluation actuarielle pour le Régime de rentes pour les employés de la Société de transport de Trois-Rivières a été réalisée au 31 décembre 2017. La dernière évaluation actuarielle pour le Régime de retraite des cadres, des cols blancs, des cols bleus et des pompiers de la Ville de Trois-Rivières a été réalisée au 31 décembre 2017. La dernière évaluation actuarielle pour le Régime de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Trois-Rivières a été réalisée au 31 décembre 2016. Avant l'application de la Loi RRSM, ces trois régimes de retraite prévoyaient également l'indexation automatique des rentes après la retraite. Celle-ci a cependant été éliminée conformément aux directives du MAMH. Les autres directives ont également toutes été reflétées dans les résultats de 2014 en tenant compte du fait que les trois régimes sont admissibles au report de la restructuration des prestations. Des ajustements ont également été apportés au cours des exercices 2015, 2016 et 2017 afin de refléter l'information la plus récente, notamment les évaluations actuarielles après restructuration et la signature des ententes, le cas échéant. Les contestations judiciaires en cours n'empêchent pas la constatation de la réduction des bénéfices des participants actifs. Il existe cependant un risque lié à cette interprétation.

La Ville de Trois-Rivières parraine également un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite des cadres. Ce régime de retraite a pour principal objectif de compléter la rente payable aux cadres et cadres supérieures de la Ville qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé. La dernière évaluation actuarielle a été réalisée au 31 décembre 2017.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (2 071 000)	2 165 000
Charge de l'exercice	4 (7 836 000)	(11 377 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 8 866 000	7 141 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(1 041 000)</u>	<u>(2 071 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 369 822 000	350 275 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (370 873 000)	(350 534 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 051 000)	(259 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 416 000	(1 510 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (635 000)	(1 769 000)
Provision pour moins-value	12 (406 000)	(302 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(1 041 000)</u>	<u>(2 071 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 26 282 000	104 147 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (27 333 000)	(104 406 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (1 051 000)	(259 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 15 603 000	17 956 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 21 000	(1 035 000)
	20 15 624 000	16 921 000
Cotisations salariales des employés	21 (7 886 000)	(7 322 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 7 738 000	9 599 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 26 000	603 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (8 000)	1 340 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28 104 000	(226 000)
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>7 860 000</u>	<u>11 316 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 20 367 000	19 352 000
Rendement espéré des actifs	33 (20 391 000)	(19 291 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (24 000)	61 000
Charge de l'exercice	35 <u>7 836 000</u>	<u>11 377 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 19 243 000	25 321 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (20 391 000)	(19 291 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (1 148 000)	6 030 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (796 000)	(3 009 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (16 448 000)	(14 642 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 354 636 000	359 163 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 (863 000)	(240 000)
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 18 759 000	19 320 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 13 707 000	12 145 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,68 %	5,82 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,83 %	5,93 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières offre à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance-vie et de l'assurance soins de santé. La dernière évaluation actuarielle a été réalisée au 31 décembre 2018.

		2018		2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(11 139 000)		(10 890 000)
Charge de l'exercice	56	(478 000 )	(	439 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	201 000		190 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(11 416 000)		(11 139 000)

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(6 610 000 )	(	8 871 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(6 610 000)		(8 871 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	(4 806 000)		(2 268 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(11 416 000)		(11 139 000)
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(11 416 000)		(11 139 000)

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs

Nombre de régimes et avantages en cause	66	1		1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(6 610 000 )	(	8 871 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(6 610 000 )	(	8 871 000)

Charge de l'exercice

Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	508 000		481 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	22 000		22 000
	72	508 000		503 000
Cotisations salariales des employés	73	()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	()
	75	508 000		503 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(301 000)		(297 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			(22 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>207 000</u>	<u>184 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>271 000</u>	<u>255 000</u>
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>271 000</u>	<u>255 000</u>
Charge de l'exercice	87 <u>478 000</u>	<u>439 000</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 2 839 000	
Prestations versées au cours de l'exercice	92 201 000	190 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 3,00 %	3,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,90 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 8,00 %	7,70 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 5,10 %	5,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 029	2 026
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie cotise à un régime de retraite simplifié. Ce régime en est un à cotisations déterminées, ce qui signifie que la responsabilité de la Régie se limite au montant qu'elle y verse. Ce montant correspond à un pourcentage du salaire des employés participants.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	112
	76 685	75 013
	76 685	75 013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 6

Description des régimes et autres renseignements

Certains organismes contrôlés cotisent à des REER collectifs. Ces REER sont à cotisations déterminées, ce qui signifie que la responsabilité de ceux-ci se limite au montant qu'ils y versent. Ce montant correspond à un pourcentage du salaire des employés participants.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	
	330 553	345 980

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	
	14	14

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>39 794</u>	<u>40 282</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	128 077	135 753
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>114 871</u>	<u>110 483</u>
	119	<u>242 948</u>	<u>246 236</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2018	2018	2018	2017	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	157 588 948	158 282 547	157 814 086	156 927 083
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	897 216	905 007	905 007	1 526 330
Activités de fonctionnement	6	10 236 943	10 282 862	10 237 650	9 751 881
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	168 723 107	169 470 416	168 956 743	168 205 294
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	12 561 992	12 636 301	12 636 301	13 211 172
Égout	11	9 955 117	9 980 589	9 980 589	9 060 174
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	502 560	512 501	512 501	490 039
Autres					
-	14	1 091 315	1 110 546	1 110 546	1 088 074
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	690 000	792 318	792 318	759 778
Service de la dette	18	4 382 016	4 601 748	4 601 748	4 980 501
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21		251 860	251 860	485 474
	22	29 183 000	29 885 863	29 885 863	30 075 212
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	23				
	24	280 000	255 964	255 964	262 727
	25	280 000	255 964	255 964	262 727
	26	29 463 000	30 141 827	30 141 827	30 337 939
	27	198 186 107	199 612 243	199 098 570	198 543 233

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	1 461 263	1 359 575	1 461 683
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	1 461 263	1 359 575	1 461 683
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	3 366 652	3 613 471	3 344 653
Cégeps et universités	34	3 999 167	3 559 913	3 636 299
Écoles primaires et secondaires	35	3 688 666	3 498 094	3 448 095
	36	11 054 485	10 671 478	10 429 047
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	12 515 748	12 031 053	11 890 730
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	767 956	721 076	740 820
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	767 956	721 076	740 820
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	218 671	228 286	
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	218 671	228 286	
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	400 633	406 700	401 030
	51	400 633	406 700	401 030
	52	13 903 008	13 387 115	13 032 580

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54		23 964	4 730
Sécurité incendie	55	22 319	51 023	23 021
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	75 830	85 689	76 451
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	1 597	1 596	12 213
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		881 002	806 777
Transport adapté	62		937 372	971 006
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67		1 080	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	184 263	196 309	190 756
Réseau de distribution de l'eau potable	69	278 483	326 302	220 238
Traitement des eaux usées	70	257	296	336
Réseaux d'égout	71	445 610	323 306	195 072
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74	1 135 000	1 079 861	1 046 154
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			1 000
Protection de l'environnement	78			3 000
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	1 572 000	6 987 638	10 829 246
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83		17 500	
Rénovation urbaine	84	436 323	283 948	14 249
Promotion et développement économique	85	875 725	861 754	1 085 538
Autres	86	93 502	120 152	220 877
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	134 555	129 963	135 930
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	534 901	489 059	553 698
Autres	89	849 939	1 140 716	1 502 538
Réseau d'électricité	90			
	91	6 640 304	12 120 156	17 892 830

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94	88 264	88 264	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	397 372	1 711 754	53 336
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	15 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		1 835 693	3 415 531
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	620 458	970 265	2 606 629
Réseau de distribution de l'eau potable	108	6 665 588	9 939 540	14 936 743
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	1 019 897	3 963 588	5 272 278
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116	283 200	296 000	
Protection de l'environnement	117	50 000		
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126		7 252 587	952 886
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128	1 330 252	1 576 310	249 200
Réseau d'électricité	129			
	130	10 381 767	25 798 308	27 486 603

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	1 827 375	1 826 461	2 448 503
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		1 477 274	3 765 327
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		2 575 471	2 569 167
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139	57 937	59 007	58 317
	140	1 885 312	1 885 468	8 841 314
TOTAL DES TRANSFERTS	141	18 907 383	39 803 932	54 220 747

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142	84 000	126 411	249 255
Évaluation	143			
Autres	144			
	145	84 000	126 411	249 255
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	5 000	27 890	22 014
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	5 000	27 890	22 014
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158	43 500	66 110	42 279
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		1 072 546	1 309 583
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	43 500	66 110	1 138 656
1 351 862				
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178	40 000	44 546	39 392
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181	40 000	44 546	39 392
Réseau d'électricité	182			
	183	172 500	264 957	1 662 523

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	184	22 500	33 714	21 146
Évaluation	185	3 000	5 755	9 050
Autre	186	812 750	869 371	787 622
	187	838 250	908 840	817 818
Sécurité publique				
Police	188	940 100	1 291 392	1 035 201
Sécurité incendie	189	6 000	157 169	140 806
Sécurité civile	190			
Autres	191	245 000	214 325	236 882
	192	1 191 100	1 662 886	1 412 889
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194	310 000	397 971	593 850
Autres	195	1 901 000	1 986 412	1 978 734
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196		3 928 090	3 843 494
Transport adapté	197		196 668	201 454
Transport scolaire	198		367 390	322 802
Autres	199	1 576 000	2 071 176	1 635 527
Autres	200	20 000	20 126	35 215
	201	3 807 000	4 475 685	8 611 076
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203	328 800	337 289	227 511
Traitement des eaux usées	204	35 000	203 388	
Réseaux d'égout	205	259 700	280 112	143 586
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206		2 164 862	2 260 169
Matières recyclables	207		724 917	726 838
Autres	208		107	316
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210		37 912	27 604
Autres	211			
	212	623 500	820 789	3 386 024
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215		2 145	2 145
	216		2 145	2 145
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217	291 900	380 003	286 276
Rénovation urbaine	218	209 150	213 497	209 668
Promotion et développement économique	219			1 420 659
Autres	220			
	221	501 050	593 500	1 916 603
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	1 390 270	1 614 526	1 752 789
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	140 800	180 717	189 146
Autres	224	11 420 550	12 412 925	10 558 553
	225	12 951 620	14 208 168	12 500 488
Réseau d'électricité	226			
	227	19 912 520	22 672 013	28 644 898
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	20 085 020	22 936 970	30 307 421

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	1 636 000	1 977 541	1 818 690
Droits de mutation immobilière	230	4 902 000	5 388 153	6 069 021
Droits sur les carrières et sablières	231			500 927
Autres	232			
	233	6 538 000	7 365 694	8 388 638
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	5 702 000	6 396 997	6 054 904
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235	937 600	1 493 289	1 368 137
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	2 215 000	2 423 143	2 424 629
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	480 000	123 636	(449 095)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		3 338 480	1 441 580
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		(181 937)	(73 639)
Contributions des promoteurs	240	10 050 000	8 231 145	9 569 160
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			83 333
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	2 433 272	3 193 953	1 813 093
	246	12 963 272	14 705 277	12 384 432
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 484 847	2 634 583	46 847	2 681 430	2 681 430	2 356 182
Greffe et application de la loi	2	4 659 761	4 283 028	98 282	4 381 310	4 381 310	5 731 484
Gestion financière et administrative	3	13 802 158	12 674 261	1 205 170	13 879 431	13 879 431	13 789 945
Évaluation	4	3 592 732	3 513 452	166 068	3 679 520	3 679 520	3 042 307
Gestion du personnel	5	3 431 264	3 164 979	34 284	3 199 263	3 199 263	3 308 610
Autres							
-	6	1 775 261	1 796 342	129 416	1 925 758	1 925 758	2 144 543
-	7						
	8	29 746 023	28 066 645	1 680 067	29 746 712	29 746 712	30 373 071
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	30 750 377	32 114 412	861 417	32 975 829	32 975 347	30 153 865
Sécurité incendie	10	12 403 412	13 192 058	1 236 289	14 428 347	14 420 565	13 671 122
Sécurité civile	11	176 745	168 384	6 946	175 330	175 330	167 580
Autres	12	1 900 546	1 857 341	13 517	1 870 858	1 870 858	1 785 008
	13	45 231 080	47 332 195	2 118 169	49 450 364	49 442 100	45 777 575
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	7 920 687	7 087 596	12 318 084	19 405 680	19 405 680	18 791 713
Enlèvement de la neige	15	14 060 627	15 263 097	613 046	15 876 143	15 876 143	14 991 631
Éclairage des rues	16	1 243 591	1 190 674	1 464 694	2 655 368	2 655 368	2 657 372
Circulation et stationnement	17	2 772 536	2 597 564	734 427	3 331 991	3 331 991	3 306 711
Transport collectif							
Transport en commun	18	5 533 000	5 533 000	5 074	5 538 074	16 676 511	15 166 678
Transport aérien	19	2 334 918	2 721 681	622 113	3 343 794	2 653 860	2 940 445
Transport par eau	20						
Autres	21	3 400 621	3 346 670	235 009	3 581 679	3 581 679	3 301 350
	22	37 265 980	37 740 282	15 992 447	53 732 729	64 181 232	61 155 900

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 987 447	6 223 481	2 564 995	8 788 476	8 788 476	8 215 616
Réseau de distribution de l'eau potable	24	5 032 752	4 856 514	4 072 872	8 929 386	8 929 386	8 297 099
Traitement des eaux usées	25	1 872 371	1 437 650	3 177 586	4 615 236	4 615 236	4 874 779
Réseaux d'égout	26	8 104 188	7 299 230	6 064 597	13 363 827	13 363 827	12 739 140
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 563 895	2 405 801	36 287	2 442 088	2 671 524	2 799 674
Élimination	28	4 940 749	4 650 107		4 650 107	10 420 864	7 169 131
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 591 376	1 737 295	11 057	1 748 352	3 508 429	3 418 787
Tri et conditionnement	30	998 951	1 171 506		1 171 506	1 412 249	907 159
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	336 051	142 813		142 813	142 813	163 345
Autres	34						
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau	37	136 363	125 348	85 337	210 685	210 685	221 645
Protection de l'environnement	38	2 083 884	2 056 305	10 095	2 066 400	2 122 815	2 162 615
Autres	39	470 000	455 835	3 493	459 328	858 169	983 506
	40	34 118 027	32 561 885	16 026 319	48 588 204	57 044 473	51 952 496
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	1 710 000	1 615 014		1 615 014	1 615 014	1 450 766
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	1 987 478	7 585 387		7 585 387	7 570 387	11 375 610
	44	3 697 478	9 200 401		9 200 401	9 185 401	12 826 376
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	5 016 321	4 738 114	140 014	4 878 128	4 878 128	4 793 833
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	773 037	776 646	548 800	1 325 446	1 325 446	1 112 532
Autres biens	47	2 170 000	1 655 367		1 655 367	1 655 367	1 137 573
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	4 706 846	4 864 437	169 070	5 033 507	8 744 445	7 088 926
Tourisme	49	2 156 998	1 814 886		1 814 886	713 396	62 171
Autres	50	230 000	(385 210)		(385 210)	(385 210)	273 340
Autres	51		2 771 009	28 567	2 799 576	2 799 807	796 897
	52	15 053 202	16 235 249	886 451	17 121 700	19 731 379	15 265 272

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	2 583 162	2 503 731	463 413	2 967 144	2 967 144	2 771 980
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 844 163	4 669 522	341 844	5 011 366	5 011 366	4 873 124
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 739 362	1 870 416	216 473	2 086 889	2 086 889	1 871 875
Parcs et terrains de jeux	56	7 081 764	6 814 630	3 750 507	10 565 137	10 735 500	10 715 931
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	3 535 788	3 655 614	215 101	3 870 715	3 869 113	3 596 677
Autres	59	670 122	633 957	80 820	714 777	714 777	618 509
	60	20 454 361	20 147 870	5 068 158	25 216 028	25 384 789	24 448 096
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	6 238 707	6 326 541	197 993	6 524 534	2 122 393	1 863 376
Bibliothèques	62	5 883 622	5 674 756	404 601	6 079 357	6 079 357	5 970 929
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	1 252 442	1 252 442	350 265	1 602 707	1 602 707	1 658 120
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	13 591 739	14 947 619	2 155 805	17 103 424	21 551 546	19 590 498
	66	26 966 510	28 201 358	3 108 664	31 310 022	31 356 003	29 082 923
	67	47 420 871	48 349 228	8 176 822	56 526 050	56 740 792	53 531 019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	9 268 762	9 289 266		9 289 266	10 714 674	10 366 208
Autres frais	70	775 417	771 682		771 682	862 240	928 882
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	250 000	253 000		253 000	247 000	315 000
Autres	72	180 000	48 832		48 832	477 986	208 715
	73	10 474 179	10 362 780		10 362 780	12 301 900	11 818 805
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		42 062 174	44 880 275	(44 880 275)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	12 629 014	12 629 014	16 104 528
	Usines de traitement de l'eau potable	2	1 982 627	1 982 627	5 826 256
	Usines et bassins d'épuration	3		1 972 546	512 985
	Conduites d'égout	4	7 043 889	7 043 889	6 570 674
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	372 802	1 744 174	
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	16 788 739	16 788 739	20 171 639
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	1 550 568	1 550 568	2 502 431
	Aires de stationnement	9	3 132 225	3 132 225	19 088
	Parcs et terrains de jeux	10	3 789 027	3 789 027	2 699 292
	Autres infrastructures	11	7 116 054	7 164 427	9 362 773
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	2 574 801	7 930 362	3 177 641
	Édifices communautaires et récréatifs	14	16 547 617	17 564 772	6 955 724
	Améliorations locatives	15		8 144	
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16		2 360 960	1 940 789
	Autres	17	1 307 092	1 428 495	2 386 452
	Ameublement et équipement de bureau	18	789 819	2 286 639	2 645 548
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 128 979	2 754 627	1 079 643
	Terrains	20	124 845	1 413 527	1 592 341
	Autres	21	504 514	504 514	385 821
		22	78 382 612	94 049 276	83 933 625

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	10 770 827	10 770 827	11 829 531
	Usines de traitement de l'eau potable	24	1 663 226	1 663 226	5 345 989
	Usines et bassins d'épuration	25		1 972 546	512 985
	Conduites d'égout	26	1 883 625	1 883 625	1 676 855
	Autres infrastructures	27	21 044 822	21 044 822	20 028 322
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	1 858 187	1 858 187	4 274 997
	Usines de traitement de l'eau potable	29	319 401	319 401	480 267
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31	5 160 264	5 160 264	4 893 819
	Autres infrastructures	32	11 704 593	13 124 338	14 726 901
	Autres immobilisations	33	23 977 667	36 252 040	20 163 959
		34	78 382 612	94 049 276	83 933 625

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 271 971	3 432 000	5 008 770	1 695 201
Réserves financières et fonds réservés	3	892 863	431 906	239 369	1 085 400
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	36 401 850	3 849 362	4 185 690	36 065 522
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	289 255 536	31 229 679	28 663 457	291 821 758
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	329 822 220	38 942 947	38 097 286	330 667 881
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	58 718 750	11 197 478	7 295 756	62 620 472
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11	269 526	293 458	1 109	561 875
	12	58 988 276	11 490 936	7 296 865	63 182 347
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	58 988 276	11 490 936	7 296 865	63 182 347
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16	1 554 423			1 554 423
	17	1 783 467			1 783 467
	18	62 326 166	11 490 936	7 296 865	66 520 237
	19	392 148 386	50 433 883	45 394 151	397 188 118
Dette en cours de refinancement	20	()			()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	392 148 386	50 433 883	45 394 151	397 188 118

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	339 127 478
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	10 012 587
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	415 900
--	---	---------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 418 846
--	---	-----------

Débiteurs	9	53 379 508
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	89 402
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

- Ville de Trois-Rivières	13	3 923 440
---------------------------	----	-----------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	289 744 769
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	54 238 488
--	----	------------

Endettement net à long terme	17	343 983 257
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	343 983 257
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	343 983 257
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
	2018	2018	2018	2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	5 533 000	5 533 000	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 979 902	2 324 743	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 512 902	7 857 743	

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1	2 187 473	2 092 329
Charges sociales	2	471 454	433 910
Biens et services	3	75 694 467	72 014 373
Frais de financement	4	29 218	108 158
Autres	5		
	6	78 382 612	74 648 770

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	194,00	35,00	368 849,00	21 268 420	4 853 643	26 122 063
Professionnels	2	22,00	33,75	40 395,00	1 340 558	300 391	1 640 949
Cols blancs	3	349,00	33,75	643 321,00	18 602 391	4 276 819	22 879 210
Cols bleus	4	212,00	40,00	455 699,00	13 168 785	3 130 131	16 298 916
Policiers	5	181,00	37,80	376 209,00	19 559 983	5 067 055	24 627 038
Pompiers	6	88,00	40,00	188 839,00	6 173 517	1 477 621	7 651 138
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	1 046,00		2 073 312,00	80 113 654	19 105 660	99 219 314
Élus	9	15,00			925 244	312 716	1 237 960
	10	1 061,00			81 038 898	19 418 376	100 457 274

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	196 309	(240 604)	1 210 869		1 166 574
Réseau de distribution de l'eau potable	13	326 302	1 013 089	8 926 451		10 265 842
Traitement des eaux usées	14	296				296
Réseaux d'égout	15	150 426	(1 363 483)	5 499 950		4 286 893
Autres	16	13 100 335	8 445 766	2 538 226		24 084 327
	17	13 773 668	7 854 768	18 175 496		39 803 932

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	321	1 000
Évaluation	2	4 192	7 778
Autres	3	372 856	441 976
	4	377 369	450 754
Sécurité publique			
Police	5	61 060	69 457
Sécurité incendie	6	312 444	338 369
Sécurité civile	7		
Autres	8	952	1 400
	9	374 456	409 226
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	2 503 805	2 362 175
Enlèvement de la neige	11	109 522	123 585
Autres	12	380 920	382 192
Transport collectif	13	335 067	353 043
Autres	14	45 118	47 194
	15	3 374 432	3 268 189
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	909 637	922 222
Réseau de distribution de l'eau potable	17	922 827	855 368
Traitement des eaux usées	18	75 086	84 573
Réseaux d'égout	19	1 375 591	1 295 661
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	2 737	2 041
Matières recyclables	21		1 294
Autres	22	2 146	
Cours d'eau	23	29 038	28 902
Protection de l'environnement	24	355	830
Autres	25		
	26	3 317 417	3 190 891
Santé et bien-être			
Logement social	27	5 919	11 122
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	5 919	11 122
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	17 155	22 430
Rénovation urbaine	32	379 373	398 326
Promotion et développement économique	33	243 824	266 890
Autres	34	97 270	124 753
	35	737 622	812 399
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	1 512 755	1 431 809
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	85 009	88 450
Autres	38	577 801	626 244
	39	2 175 565	2 146 503
Réseau d'électricité			
	40		
	41	10 362 780	10 289 084

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Lévesque, Yves	143 276	16 550
Bélisle, François	31 835	15 915
Bellemare, Ginette	43 153	14 715
Bellemare, Maryse	31 235	15 615
Camirand, Marie-Claude	34	17
Carpentier, Dany	29 881	14 715
Cormier, Michel	42 730	14 729
Cournoyer, Daniel	50 013	14 715
Ferron, Claude	31 235	15 615
Fortin, Pierre-Luc	43 153	14 715
Lefebvre, Joan	28	14
Mercure, Mariannick	29 430	14 715
Montreuil, Pierre	29 430	14 715
Noël, André	239	
Renaud-Martin, Valérie	31 686	15 615
Roy, Denis	29 430	14 715
Roy, Sabrina	42 730	14 729
Tremblay, Luc	43 057	16 595

Note

Ces montants incluent une rétroactivité salariale pour l'année 2017 versée par la Société de transport de Trois-Rivières.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>6 000 000 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>662 719 \$</u>
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	1 328 944 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	142 690 \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	507 087 \$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL****À la trésorerie de la Ville de Trois-Rivières****Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la **Ville de Trois-Rivières** (Ville) de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) (176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27-1)). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no : A111750

Trois-Rivières, Canada

DATE 2019-05-02

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	161 803 119
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	830 105
Activités de fonctionnement	6	10 978 871
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	173 612 095

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	13 456 184
Égout	11	11 651 899
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	566 040
Autres		
- insectes piqueurs	14	1 077 018
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	690 000
Service de la dette	18	4 513 576
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	31 954 717
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	280 000
	25	280 000
	26	32 234 717
	27	205 846 812

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	1 557 669
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	1 557 669
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	3 704 214
Cégeps et universités	7	4 264 360
Écoles primaires et secondaires	8	3 950 872
	9	11 919 446
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	13 477 115
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	763 471
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	763 471
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	272 478
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	272 478
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	420 276
	24	420 276
	25	14 933 340

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 7 810 456 585	X 5 1,1811	/100\$ 6 92 249 303				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 1 250 193 983	X 8 1,1929	/100\$ 9 14 913 564				
Immeubles non résidentiels	10 1 810 830 150	X 11 2,3514	/100\$ 12 42 579 860				
Immeubles industriels	13 337 745 295	X 14 3,1344	/100\$ 15 10 586 289				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 172 329 500	X 20 1,5179	/100\$ 21 2 615 789				
Immeubles agricoles	22 35 870 200	X 23 0,9241	/100\$ 24 331 477				
Total			25 163 276 282	26 (1 600 000)	27 (800 000)	28 926 837	29 161 803 119
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	2 | 1 | 9 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 9 | 5 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	| | | , | | | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
TR-taxe foncière résiduelle	1,1834	1	
TR-taxe foncière 6 log. et plus	1,1952	1	
TR-taxe foncière TVD	1,5208	1	
TR-taxe foncière non résidentielle	2,3560	1	
TR_taxe foncière industrielle	3,1405	1	
TR-taxe foncière agricole	0,9259	1	
CAP-taxe foncière résiduelle	1,1988	1	
CAP-taxe foncière 6 log. et plus	1,2108	1	
CAP-taxe foncière TVD	1,5407	1	
CAP-taxe foncière non résidentielle	2,3867	1	
CAP-taxe foncière industrielle	3,1814	1	
CAP-taxe foncière agricole	0,9418	1	
TRO-taxe foncière résiduelle	1,1811	1	
TRO-taxe foncière 6 log. et plus	1,1929	1	
TRO-taxe foncière TVD	1,5179	1	
TRO-taxe foncière non résidentielle	2,3514	1	
TRO-taxe foncière industrielle	3,1344	1	
TRO-taxe foncière agricole	0,9241	1	
SLF-taxe foncière résiduelle	1,1811	1	
SLF-taxe foncière 6 nlog. et plus	1,1929	1	
SLF-taxe foncière TVD	1,5179	1	
SLF-taxe foncière non résidentielle	2,3514	1	
SLF-taxe foncière industrielle	3,1344	1	
SLF-taxe foncière agricole	0,9241	1	
PDL-taxe foncière résiduelle	1,1908	1	
PDL-taxe foncière 6 log. et plus	1,2027	1	
PDL-taxe foncière TVD	1,5304	1	
PDL-taxe foncière non résidentielle	2,3708	1	
PDL-taxe foncière industrielle	3,1603	1	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
PDL-taxe foncière agricole	0,9317	1	
SMC-taxe foncière résiduelle	1,2002	1	
SMC-taxe foncière 6 log. et plus	1,2122	1	
SMC-taxe foncière TVD	1,5424	1	
SMC-taxe foncière non résidentielle	2,3894	1	
SMC-taxe foncière industrielle	3,1851	1	
SMC-taxe foncière agricole	0,9390	1	
Taxe d'eau	0,1184	1	Minimum 219\$ / unité
Taxe d'eau saisonnier	109,5000	4	Par unité
Taxe d'égout	0,1054	1	Minimum 195\$ / unité
Taxe d'égout saisonnier	97,5000	4	Par unité
Taxe de fosse septique	0,0503	1	Minimum 93\$ / unité
Taxe de fosse septique saisonnier	46,5000	4	Par unité
Taxe de fosse 20 000 gallons et plus	1 000,0000	4	Par unité
Taxe insectes piqueurs	34,0000	4	Par unité
Conteneurs à déchets	40,0000	4	Par unité
Taxe d'eau au compteur	0,7900	7	Par mètre cube
Améliorations locatives		7	Divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	205 846 812
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	800 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	500 000

Déduire

Taxes d'affaires	5	280 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	1 015 316
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	26 713 916
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	690 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>178 447 580</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 11 417 425 713

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12

		1
--	--	---

 ,

5	6	2	9
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	42 946 406	9 109 580		2 615 789	14 770 564	331 477
De secteur	2	3 781 104	725 048		10 346	112 825	20 623
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	196 815	49 047		730 982	189 787	1 350
Autres	5	938 468	12 998		34	8 530 599	3 141
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	280 000					
	8	48 142 793	9 896 673		3 357 151	23 603 775	356 591

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	91 902 006	127 297		161 803 119
De secteur	10	7 153 182	5 848		11 808 976
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	3 339 924	5 671		4 513 576
Autres	13	17 247 404	18 497		26 751 141
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				280 000
	16	119 642 516	157 313		205 156 812

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	210 952 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>280 382 247 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>32 368 978 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>10 689 961 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-14</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nathalie Cournoyer , atteste que le rapport financier consolidé de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-07.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Trois-Rivières.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Trois-Rivières consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Trois-Rivières détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-01 14:24:23

Date de transmission au Ministère : 2019/05/08

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Trois-Rivières

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Budget 2018	Réalizations 2018		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	269 075 654	257 455 700	271 791 743	59 439 087	291 603 429
Investissement	2	34 690 600	20 431 767	36 332 917	1 940 586	38 273 503
	3	303 766 254	277 887 467	308 124 660	61 379 673	329 876 932
Charges	4	265 545 099	265 069 014	274 728 940	63 272 450	298 373 989
Excédent (déficit) de l'exercice	5	38 221 155	12 818 453	33 395 720	(1 892 777)	31 502 943
Moins : revenus d'investissement	6 (	34 690 600 ) (	20 431 767 ) (	36 332 917 ) (	1 940 586 ) (	38 273 503)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	3 530 555	(7 613 314)	(2 937 197)	(3 833 363)	(6 770 560)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	42 062 174	42 062 174	44 880 275	5 871 778	50 752 053
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	70 000		280 000	989 992	1 269 992
Remboursement de la dette à long terme	10 (	35 382 504 ) (	33 339 560 ) (	32 792 414 ) (	5 230 166 ) (	38 022 580)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	7 297 631 ) (	2 248 000 ) (	4 127 825 ) (	1 853 477 ) (	5 981 302)
Excédent (déficit) accumulé	12	2 984 607	1 138 700	125 179	807 023	932 202
Autres éléments de conciliation	13	2 878 842		4 174 876	19 359	4 194 235
	14	5 315 488	7 613 314	12 540 091	604 509	13 144 600
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	8 846 043		9 602 894	(3 228 854)	6 374 040

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2017		2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	51 904 727	57 126 701	67 661 351	67 107 989
Débiteurs	2	104 039 150	111 109 983	126 700 054	119 641 151
Placements de portefeuille	3			284 633	32 917
Autres	4	2 294 066	2 442 997	3 302 616	3 153 685
	5	158 237 943	170 679 681	197 948 654	189 935 742
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dettes à long terme	7	334 568 937	336 606 476	394 532 098	389 538 097
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	13 064 000	12 333 000	12 457 000	13 210 000
Autres	9	74 063 733	81 732 428	99 739 292	87 631 349
	10	421 696 670	430 671 904	506 728 390	490 379 446
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(263 458 727)	(259 992 223)	(308 779 736)	(300 443 704)
Actifs non financiers					
Immobilisations	12	860 229 785	892 340 988	989 095 787	947 209 057
Autres	13	21 843 693	19 754 084	21 139 360	23 094 740
	14	882 073 478	912 095 072	1 010 235 147	970 303 797
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	11 905 939	11 502 086	16 191 047	18 484 378
Excédent de fonctionnement affecté	16	14 720 965	16 747 981	17 710 253	17 706 774
Réserves financières et fonds réservés	17	7 130 206	7 538 220	7 906 520	7 187 385
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	5 027 955 ) (	4 113 423 ) (	4 136 416 ) (	5 071 181)
Financement des investissements en cours	19	(7 558 093)	(8 394 547)	(14 312 508)	(8 640 601)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	597 443 689	628 822 532	678 096 515	640 193 338
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	618 614 751	652 102 849	701 455 411	669 860 093

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Litiges et éventualités	23	3 637 135	5 273 000
- Remboursement de la dette	24	1 695 201	3 271 971
- Élections	25	595 000	595 000
- Étangs aérés	26	4 593 348	1 540 709
- Subv construction résidentiel	27	159 600	159 600
- Déneigement	28	1 397 000	1 272 000
- Église St-James	29	460 344	460 344
- Redéveloppement premiers quartiers	30	669 538	442 609
- Autres	31	3 540 815	1 705 732
	32	16 747 981	14 720 965
Organismes contrôlés et partenariats	33	962 272	2 985 809
	34	17 710 253	17 706 774
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	7 538 220	7 130 206
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	368 300	57 179
	37	25 616 773	24 894 159

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	289 744 769
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	343 983 257

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	2 780 601	4 164 834
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	291 821 758	289 255 536
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	36 065 522	36 401 850
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	62 620 472	58 718 750
Autres	8	3 899 765	3 607 416
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	397 188 118	392 148 386

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017	Budget 2018	Réalizations 2018	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	198 521 469	198 186 107	199 360 383	198 846 710
Compensations tenant lieu de taxes	12	13 255 608	13 903 008	13 387 115	13 158 404
Quotes-parts	13				994 957
Transferts	14	18 083 314	8 525 616	14 005 624	20 710 776
Services rendus	15	19 888 250	20 085 020	22 936 970	33 843 365
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	15 260 206	13 177 600	15 255 980	15 266 297
Autres	17	4 066 807	3 578 349	6 845 671	8 782 920
	18	269 075 654	257 455 700	271 791 743	291 603 429
Investissement					
Taxes	19	485 474		251 860	251 860
Quotes-parts	20				
Transferts	21	23 555 103	10 381 767	25 798 308	27 738 894
Autres	22	10 650 023	10 050 000	10 282 749	10 282 749
	23	34 690 600	20 431 767	36 332 917	38 273 503
	24	303 766 254	277 887 467	308 124 660	329 876 932

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	29 746 023	28 066 645	1 680 067	29 746 712	29 746 712	30 373 071
Sécurité publique							
Police	2	30 750 377	32 114 412	861 417	32 975 829	32 975 347	30 153 865
Sécurité incendie	3	12 403 412	13 192 058	1 236 289	14 428 347	14 420 565	13 671 122
Autres	4	2 077 291	2 025 725	20 463	2 046 188	2 046 188	1 952 588
Transport							
Réseau routier	5	25 997 441	26 138 931	15 130 251	41 269 182	41 269 182	39 747 427
Transport collectif	6	7 867 918	8 254 681	627 187	8 881 868	19 330 371	18 107 123
Autres	7	3 400 621	3 346 670	235 009	3 581 679	3 581 679	3 301 350
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	20 996 758	19 816 875	15 880 050	35 696 925	35 696 925	34 126 634
Matières résiduelles	9	10 431 022	10 107 522	47 344	10 154 866	18 155 879	14 458 096
Autres	10	2 690 247	2 637 488	98 925	2 736 413	3 191 669	3 367 766
Santé et bien-être	11	3 697 478	9 200 401		9 200 401	9 185 401	12 826 376
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	5 016 321	4 738 114	140 014	4 878 128	4 878 128	4 793 833
Promotion et développement économique	13	7 093 844	6 294 113	169 070	6 463 183	9 072 631	7 424 437
Autres	14	2 943 037	5 203 022	577 367	5 780 389	5 780 620	3 047 002
Loisirs et culture	15	47 420 871	48 349 228	8 176 822	56 526 050	56 740 792	53 531 019
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	10 474 179	10 362 780		10 362 780	12 301 900	11 818 805
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	223 006 840	229 848 665	44 880 275	274 728 940	298 373 989	282 700 514
Amortissement des immobilisations	20	42 062 174	44 880 275	(44 880 275)			
	21	265 069 014	274 728 940	0	274 728 940	298 373 989	282 700 514

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3